



INSTITUT DE RECHERCHE DE LA MAISON FRANCO-JAPONAISE
THE RESEARCH INSTITUTE AT THE FRENCH JAPANESE HOUSE

日仏会館 研究センター

La contestation sociale en France, une approche socio-historique.

Par

Lilian MATHIEU
(CRPS- CNRS- Paris 1)

Conférence à la Maison Franco Japonaise
le 12 février 2009.

Working Paper n° 04 – Série Conférences

フランス外務省・国立科学研究センター 在外共同研究所

UMIFRE 19 / Unité Mixte Institut Français de Recherche à l'Étranger, CNRS-MAEE, n° 19

〒150-0013 東京都渋谷区恵比寿 3-9-25 日仏会館フランス事務所 / Maison Franco-Japonaise, 3-9-25, Ebisu, Shibuya-ku, Tokyo, 150-0013 Japon

TEL +81 (0) 3 5421 7641 / FAX +81 (0) 3 5421 7651 / <http://www.mfj.gr.jp/>

La contestation sociale en France, une approche socio-historique.

Lilian MATHIEU (CRPS-CNRS-Paris 1)

Ce que je vous propose pendant cette conférence est d'opérer un survol de l'histoire des mouvements sociaux en France, et ce depuis ce grand moment d'effervescence contestataire que fut Mai 68, jusqu'à nos jours. Il s'agit donc d'engager un point de vue historique, mais également sociologique. J'aborderai en effet le récit de cette période d'une quarantaine d'années de luttes en rapportant l'activité des mouvements sociaux aux transformations qu'a connu la société française, mais également en envisageant plus spécialement les rapports entre ce que j'appelle l'espace des mouvements sociaux — c'est-à-dire ce secteur social particulier et relativement autonome que forment les mouvements contestataires, les organisations et les militants qui les animent — et le champ politique — c'est-à-dire cette fois l'ensemble que forment les partis politiques, qui sont en compétition pour l'occupation des postes de pouvoir.

Je dois également donner, avant d'entreprendre ce récit, quelques indications sur le travail sur lequel il s'appuie. Je suis sociologue, et spécialisé dans l'étude des mouvements sociaux ; mon travail m'a amené à étudier plusieurs des mobilisations dont il sera question dans mon exposé : j'ai ainsi travaillé sur Mai 68 à partir des archives de la police, sur les mouvements féministes et sur le mouvement des prostituées dans les années 70 et au-delà, sur les luttes des immigrés là encore des années 70 à aujourd'hui, sur les mouvements contre le sida et en défense des chômeurs, ou encore sur le mouvement altermondialiste. Tout cet ensemble de travaux m'a permis d'avoir une vision assez globale du paysage contestataire français, et de repérer trois grandes séquences dans son histoire. Ces trois séquences constitueront les trois grands temps de mon propos : une phase d'extension de la contestation dans de multiples secteurs sociaux sur la période 1968-1981 ; une phase de rétractation de l'activité contestataire entre le début des années 80 et le début des années 90, puis une troisième phase de regain d'activité de divers mouvements dans les années 90, un regain qui trouve une forme de point d'orgue avec le mouvement altermondialiste et la campagne pour le non au référendum sur la constitution européenne.

1. Une première autonomisation de l'espace des mouvements sociaux

Les liens étroits qu'entretient l'espace des mouvements sociaux des années 70 avec le champ politique s'expliquent par le fait qu'il en est directement issu via un processus de dissociation, qui a connu une brutale accélération à l'occasion de la crise de Mai 68. En d'autres termes, le mouvement de Mai a favorisé la constitution d'un domaine de

militantisme situé à distance du celui des partis, mais dont les membres les plus actifs étaient issus.

De premiers indices de cette dissociation étaient perceptibles dès avant 68, et tiennent à la domination qu'exerçait alors le Parti communiste sur la gauche française. Le PCF représente alors le pôle central de la vie politique et intellectuelle de gauche ; il est doté d'un ensemble organisationnel diversifié et structuré (CGT, Secours populaire, Union des femmes françaises, presse militante, théorique ou pour la jeunesse, maisons d'édition...), il est influent par son prestige retiré de sa participation à la Résistance pendant la guerre, par le ralliement de nombreux intellectuels et artistes de renom (Aragon, Althusser, Picasso...) et par les liens étroits qu'il entretient avec la superpuissance qu'est alors l'URSS. Cette position dominante ne va bien sûr pas sans concurrence ni contestation. Son attitude ambiguë pendant la guerre d'Algérie, son inféodation à Moscou, son ouvriérisme conservateur et autoritaire, mais aussi le décalage de plus en plus flagrant entre sa vocation révolutionnaire proclamée et la priorité donnée au jeu électoral, contribuent à détourner de lui des effectifs importants de la gauche. Ceux-ci soit construisent leur position à distance et dans une logique de démarcation à son égard — c'est le cas notamment des militants, pour une importante partie issus du catholicisme social et de l'opposition à la guerre d'Algérie, de la mouvance du PSU —, soit y ont fait leurs premières armes militantes mais l'ont quitté — souvent par exclusion — pour fonder ou rejoindre des groupes davantage conformes à leur conception de l'excellence révolutionnaire ; c'est le cas de la plupart des jeunes animateurs des organisations trotskistes ou maoïstes initiées dans la seconde moitié des années 60.

Ces groupuscules d'extrême gauche sont souvent en concurrence, mais ils partagent des références communes à la révolution et au marxisme. Ils trouvent dans le soulèvement général de Mai 68 une sorte d'attestation inespérée de la validité de leur stratégie révolutionnaire. Très minoritaires avant Mai, ils gagnent par leur investissement dans le mouvement un prestige et une influence considérables au sein de la jeunesse. Mai 68 a pris la forme d'un processus extrêmement rapide et généralisé de diffusion de la protestation initiée par les étudiants parisiens à une multiplicité de secteurs sociaux (enseignement, monde du travail tant public que privé, syndicalisme, famille, médecine, arts, religion...), au sein desquels l'esprit contestataire s'est diffusé en même temps qu'un vocabulaire et des références importés du gauchisme. Tout un ensemble de rapports hiérarchiques qui allaient autrefois de soi dans de multiples secteurs sociaux ont été radicalement remis en cause pendant Mai 68 : les rapports entre le patron et les salariés, entre le militant de base et le délégué syndical ou le leader du parti politique, entre l'enseignant et l'étudiant, entre le mari et l'épouse, entre les parents et les enfants, entre le prêtre et le fidèle, entre le médecin et le malade, etc. C'est cet esprit de contestation, de remise en cause des rapports de pouvoir qui auparavant semblaient « naturels », qui s'est poursuivi les années suivantes

pour donner son impulsion et sa puissance à la vague contestataire des années 70. En outre, la protestation collective (sous forme de manifestations, de sit-ins, d'occupations...) s'est imposée comme un mode de participation à part entière, permettant d'exprimer des revendications directement, c'est-à-dire sans nécessairement s'en remettre à des porte-parole, toujours suspects d'usurper la volonté collective de leurs mandants.

Tous ces éléments ont contribué à impulser, dès l'après-Mai, l'autonomisation de l'espace des mouvements sociaux : l'esprit contestataire s'est maintenu voire développé dans les différents secteurs sociaux, et a donné naissance à de multiples luttes. Un autre facteur favorable à ce développement des mouvements sociaux est la reconversion des militants gauchistes : la crise de Mai n'ayant pas débouché sur la révolution attendue, le début des années 70 assiste à une progressive reconversion de militants formés au sein ou à proximité de l'extrême gauche dans un autre ordre de pratique militante, centré sur des enjeux ou des populations plus restreints que l'horizon révolutionnaire. Préalablement socialisés à des activités d'ordre avant tout contestataire, ces militants peuvent ainsi reconvertir leurs savoirs et savoir-faire tout en préservant la continuité d'une image de soi « engagée ». Beaucoup de mouvements sociaux vont transposer les références marxistes issues de l'extrême gauche pour opérer une lecture de leurs enjeux de lutte. Le cas du féminisme en fournit une des meilleures illustrations : c'est une grille de lecture marxiste qu'elles transposent lorsqu'elles envisagent par exemple le travail domestique non rémunéré fourni par les épouses au profit de leurs maris comme relevant d'un mode de production économique particulier, appelé patriarcat, non réductible au capitalisme.

Je me limiterai à citer quelques mouvements ou épisodes parmi les plus notables de l'époque. En 1970, un groupe de féministes dépose une gerbe sur la tombe du soldat inconnu en déployant une banderole qui dit « il y a plus inconnu que le soldat inconnu : sa femme ». C'est l'acte de naissance du féminisme français, qui va par la suite se concentrer principalement sur la légalisation de l'avortement, notamment via la pratique illégale, mais de notoriété publique, d'avortements afin de montrer que la loi est inefficace et périmée. La même année, une émission de radio qui a pour thème « l'homosexualité, ce douloureux problème » est perturbée par des militantes qui contestent que l'homosexualité soit considérée comme une maladie mentale ; c'est l'acte fondateur du mouvement homosexuel français. Pendant toute la décennie (et encore par la suite), des travailleurs immigrés qui ont perdu leur titre de séjour vont mener des grèves de la faim dans des églises pour obtenir leur régularisation ; ils sont soutenus par des militants français, chrétiens ou d'extrême gauche, et dénoncent également les meurtres racistes qui se multiplient à l'époque. En 1975, même les prostituées se révoltent contre la répression par la police ; elles occupent à leur tour des églises en signe de protestation dans plusieurs villes de France, et bénéficient du soutien des féministes et de la mouvance chrétienne progressiste, et suscitent un vaste mouvement de sympathie dans l'opinion publique française. Un

mouvement de prisonniers, qui dénonce notamment l'insalubrité des prisons, se développe au tout début des années 1970 avec le soutien, notamment, du philosophe Michel Foucault qui sera un compagnon de route de nombreuses mobilisations de la période. Dans plusieurs régions, comme la Corse, la Bretagne, le Pays-Basque ou l'Occitanie, des mouvements se développent qui réclament la reconnaissance de leur langue et de leur culture particulières, et contestent le centralisme de l'Etat français et exigent davantage d'autonomie politique.

Avec la crise économique de 1974, de nouveaux enjeux de lutte apparaissent. Cette crise est liée à la montée du prix du pétrole, et le gouvernement de droite souhaite développer les sources d'énergie alternatives, dont principalement le nucléaire. Les projets de construction de centrales nucléaires suscitent de vives protestations, à la fois des écologistes et des habitants des zones rurales qui ne veulent pas vivre à côté d'installations potentiellement dangereuses. A Malville, les affrontements des écologistes avec les forces de l'ordre font un mort côté manifestant en 1976, et la mobilisation ne peut empêcher la construction de la centrale ; par contre, dans le village breton de Plogoff, la résistance des habitants dure plusieurs années et obtient finalement l'annulation du projet de centrale. Une autre lutte emblématique de la période est celle contre l'extension du camp militaire du Larzac, une région où vivent principalement des éleveurs de brebis. Cette lutte est exemplaire parce qu'elle mêle plusieurs enjeux et parce qu'elle a donné lieu à des pratiques militantes innovantes. Le mouvement rassemble les éleveurs et les habitants de la région, mais également de différentes mouvances contestataires, des militants d'extrême gauche aux non-violents et aux pacifistes en passant par les occitanistes, les écologistes ou encore des syndicalistes. De grands rassemblements sont organisés, dont un qui réunit 60 000 personnes en août 1973. Un des enjeux principaux est de démontrer que le plateau n'est pas un désert et que l'agriculture y est viable. D'où des actions originales comme la construction d'une bergerie, l'ensemencement des terrains de l'armée, la vente de parcelles minuscules à des centaines de sympathisants afin d'entraver la procédure d'expropriation, ou encore une montée en tracteurs sur Paris et un campement (avec brebis) au pied de la tour Eiffel.

Autre lutte emblématique de ces années, celle conduite à partir de 1973 par les salariés de l'usine de montres Lip. En opposition à un plan de licenciements et de démantèlement de leur entreprise, les salariés s'engagent dans une grève productive : ils occupent l'usine et reprennent la production de manière autonome, en en redéfinissant eux-mêmes les modalités et les cadences, et en se dotant d'un comité d'action, lieu de prise de décision démocratique. L'évacuation de l'usine par la police ne freine pas le mouvement, car le matériel indispensable à la fabrication des montres a déjà été soustrait, et la production reprend dans un autre bâtiment, tandis que s'organisent des circuits de vente de montres dans toute la France. L'opération montre qu'une entreprise peut vivre sans patron. Les salariés lancent le slogan « on fabrique, on vend, on se paie, c'est possible » ; Lip fait

la démonstration que l'autogestion est de l'ordre du réalisable. Ce mouvement est intéressant car il témoigne à la fois de l'esprit inventif et créatif des luttes qui sont menées dans la foulée de Mai 68 et de la dégradation de l'emploi qui commence à se faire jour pendant la décennie. De même, les nombreuses grèves dans les entreprises sont au début de la décennie menées pour obtenir des augmentations de salaires ou de meilleures conditions de travail ; elles sont souvent très dures et très radicales, avec fréquemment des séquestrations des cadres et des patrons. En revanche, à la fin de la décennie, l'enjeu est davantage la sauvegarde de l'emploi devant les risques de fermetures d'usines ; le mouvement des sidérurgistes lorrains, en 1979, ne pourra pas malgré sa détermination empêcher la fermeture de nombreux sites. Durablement, les luttes sociales sont entrées dans une phase non plus offensive mais défensive, c'est-à-dire dans la deuxième période de cette histoire des mouvements sociaux français.

2. Perte d'autonomie et alignement sur le politique

Les années 1980 sont à l'inverse de la décennie précédente marquées par un essoufflement des luttes, qui tient à plusieurs raisons. Le vieillissement de la cohorte militante née dans et de Mai 68 la conduit à des reclassements et reconversions qui amènent une part conséquente de ses effectifs à abandonner ou à freiner leur activisme, et s'accompagne d'une moindre disponibilité pour le militantisme : il n'est plus aussi aisé de militer quand on arrête ses études pour travailler à temps plein, pour s'occuper de sa famille, etc. Plus globalement, la routinisation de l'action militante, les déceptions qu'elle provoque et les sacrifices qu'elle impose à la vie professionnelle ou familiale, conduisent nombre de militants à délaisser, pour parler comme l'économiste Albert Hirschman, l'action publique au profit de la recherche et de l'entretien du bonheur privé. Côté travailleurs, la crise économique rend le rapport de force moins favorable aux luttes de travailleurs, tandis qu'à partir du milieu des années 70 le recentrage d'un des syndicats les plus actifs, la CFDT, tend à fragiliser les options les plus contestataires.

D'autres facteurs jouent également dans cet essoufflement des luttes, qui tiennent davantage aux évolutions du contexte politique, et plus précisément aux évolutions des rapports que les mouvements sociaux entretiennent avec les partis politiques de gauche. Je l'ai dit, l'espace des mouvements sociaux, cet ensemble de luttes sur des terrains divers, que je viens de présenter, s'est en grande partie constitué à partir de la mouvance d'extrême gauche, mais par un phénomène de dissociation : les militants se sont rendus compte que la révolution n'était pas pour demain, et qu'il valait mieux lutter sur des enjeux concrets et qui les affectaient directement, ici et maintenant, comme les rapports hommes-femmes, le cadre de vie ou les conditions de travail. Cette prise de distance progressive

avec l'extrême gauche ne s'est pas pour autant traduite par un ralliement immédiat vers les partis de gauche les mieux à même d'occuper un jour des postes de pouvoir.

J'ai évoqué au début la position centrale qu'occupait le PCF dans le paysage politique de gauche dans les années 60. Cette position va être progressivement fragilisée dans les années 70. Le début de la décennie s'était pourtant ouvert favorablement : la crise de Mai 68 l'avait certes ébranlé, mais s'en était suivie une phase de relative ouverture, dont témoignaient davantage de liberté d'expression interne et une prise de distance à l'égard de l'URSS. Le nombre de ses adhérents, en partie membres de la petite bourgeoisie nouvelle, augmente jusqu'en 1978. Il s'ouvre partiellement aux nouvelles thématiques portées par les mouvements sociaux, mais le maintien de son intransigeance continue à en faire un repoussoir pour de nombreux militants. Il s'engage surtout à partir de 1972 dans un programme commun de gouvernement avec le PS et les radicaux de gauche, qui prévoit une nationalisation des secteurs économiques clés, des réformes sociales et institutionnelles importantes, ainsi qu'une politique de démilitarisation. Le semi-échec des municipales de 1977, qui le voit distancé par le PS, l'amène à la rupture du programme commun et à une nouvelle phase de fermeture, qui se traduit par de nombreuses exclusions de contestataires. Les législatives de 1978 puis la présidentielle de 1981 confirment son déclin : c'est désormais le PS qui constitue l'axe central du paysage politique de gauche.

A l'inverse, précisément, ce nouveau Parti socialiste, refondé par François Mitterrand en 1971, parvient progressivement à se poser en interlocuteur crédible des mouvements sociaux. Cela lui permet, sur des thèmes comme l'écologie ou l'immigration, d'apparaître « plus à gauche », ou plus progressiste, que son concurrent communiste. Plus encore, le PS mitterrandien parvient à se poser comme le « relais naturel » des revendications des mouvements sociaux, dont il entreprend par ailleurs de recruter nombre d'animateurs. Ce processus de cooptation joue principalement au niveau local, où de nombreux acteurs de la vie associative sont invités à rejoindre les listes PS aux municipales, et se repère à la fréquente multipositionnalité des militants et responsables socialistes de l'époque, investis à la fois dans les domaines politique, associatif et syndical. Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki évoquent ainsi, pour cette période, les nouveaux militants socialistes qui « rejoignent le PS à travers des formes d'engagements quotidiens qui leur font rencontrer l'injustice certes, mais aussi la nécessité d'une action politique pour réformer la société et agir plus efficacement sur le cours des choses. La difficulté de la condition enseignante pour certains (...), l'absence d'équipements dans les grands ensembles pour d'autres sont certaines des expériences pratiques au travers desquelles beaucoup en viennent à adhérer à un syndicat et/ou une association locale puis à rejoindre progressivement le PS ». Les deux auteurs signalent que « le parti semble alors en phase avec les "nouveaux mouvements sociaux" » et que « l'influence des idéaux de Mai 68 (...) n'est pas négligeable » parmi ses nouveaux adhérents.

Le même alignement est repérable au sein du monde du travail : le constat de l'échec des stratégies de lutte face aux restructurations de l'économie conduit travailleurs et syndicats à envisager la conquête du pouvoir par la gauche comme « la seule alternative » : comme le signale l'historien Xavier Vigna, « nombre d'ouvriers non seulement espèrent leur salut d'une victoire électorale de la gauche, mais misent tout sur un tel succès (...). En cela ils suivent d'ailleurs les stratégies des grandes confédérations syndicales. Dès lors, l'usine cesse d'être un lieu politique ouvrier : les années 68 sont achevées ».

Cette emprise croissante du champ politique partisan sur les calculs et les anticipations des mouvements sociaux s'accroît après la victoire de Mitterrand. La satisfaction (au moins partielle) d'un certain nombre de revendications conduit à la démobilisation, voire à la disparition, des mouvements qui les portaient. Les premières mesures du nouveau gouvernement donnent en effet satisfaction à bon nombre de mouvements : 39 heures de travail hebdomadaire, cinquième semaine de congés, abolition de la peine de mort, abrogation des lois discriminatoires à l'égard des homosexuels, assouplissement du statut des objecteurs de conscience, réforme de la loi sur le séjour et l'entrée des étrangers en France et extension des droits associatifs des immigrés, décentralisation accordant davantage d'autonomie aux régions, annulations de la centrale de Plogoff et de l'extension du camp du Larzac, etc.

Le transfert de plusieurs responsables associatifs vers les cabinets ministériels du nouveau gouvernement provoque quant à lui un désarmement du potentiel critique de ces mêmes mouvements. Les luttes de l'immigration offrent une illustration significative de ce processus : l'entrée de plusieurs responsables d'associations de défense des immigrés dans les cabinets ministériels instaure de nouvelles allégeances, et entrave l'expression de critiques à l'égard de la loi d'octobre 1981 sur l'entrée et le séjour des étrangers en France, malgré qu'elle ne réponde qu'imparfaitement aux attentes du mouvement pro-immigrés. L'institutionnalisation du mouvement écologiste sous l'effet de la constitution du parti des Verts, l'intégration du féminisme aux politiques publiques ou à la recherche universitaire, la suspension de la contestation homosexuelle qu'accompagne la commercialisation croissante des modes de vie gais, illustrent également la déperdition contestataire qui marque alors nombre de mouvements.

C'est donc à une perte d'autonomie de l'espace des mouvements sociaux par cooptation par le champ politique de leurs principaux animateurs et par captation des calculs désormais appuyés sur des repères avant tout politiques, que l'on assiste à partir du début des années 1980. De fait, la conjoncture ouverte par l'arrivée des socialistes au pouvoir est celle d'une quasi-absorption de l'espace des mouvements sociaux par la politique partisane et institutionnelle. Cette nouvelle dépendance n'est cependant pas seule à expliquer l'affaiblissement des mouvements sociaux nés des années 70, dans les faits

engagé quelques années auparavant mais surtout appelé à se poursuivre, en premier lieu sous l'effet d'importantes transformations sociales et économiques. Avec l'aggravation de la crise économique, la situation devient dans les entreprises de plus en plus défavorable aux salariés, dans le même temps que l'entrée en crise du PCF et l'effondrement de l'extrême gauche viennent fragiliser les principaux sites de socialisation militantes et d'élaboration de théories critiques du capitalisme. Le couronnement de cet effondrement de l'anticapitalisme sera l'effondrement du mur de Berlin en 1989 : il semble désormais prouvé qu'il n'y a pas d'alternative viable à l'économie de marché puisque ce qui servait de modèle alternatif a fini par s'effondrer — ce qui évidemment démoralise considérablement nombre de militants.

L'essoufflement des luttes que je viens de présenter ne signifie pas que les années 1980 ont été exemptes de toute mobilisation. Simplement celles-ci apparaissent comme dispersées et faiblement interdépendantes. La question de l'autonomie à l'égard du champ politique y est toujours présente, puisque s'expriment souvent des craintes de « récupération » : le mouvement étudiant de 1986 contre la loi Devaquet, qui est l'un des plus puissants mouvements sociaux de la décennie, exprime un fort désir d'autonomie à l'égard des partis, et essaie d'affirmer une image d'indépendance politique et idéologique. On retrouve également une méfiance à l'égard des appareils des grandes organisations dans le monde du travail, où les luttes expriment souvent une volonté d'échapper aux contrôles des responsables syndicaux. La principale expression de cette méfiance est l'apparition des coordinations, qui se développent chez les infirmières, les instituteurs ou les cheminots. Les coordinations sont fondées sur le principe de décisions en assemblée générales qui réunissent l'ensemble des travailleurs en grève, l'élection de délégués pour des missions précises et limitées, et la dissolution une fois que la mobilisation est terminée — cela par opposition aux syndicats qui sont des structures stables, hiérarchisées, fondées sur le principe de l'adhésion formelle, et davantage bureaucratiques.

S'ajoute sur la même période une certaine tendance à la dé-conflictualisation des enjeux et des discours, dont témoigne le succès d'entreprises s'affichant comme d'ordre avant tout moral ou caritatif, à l'exemple de SOS Racisme ou des Restos du cœur. Ce nouveau registre témoigne d'un affaiblissement de la vigueur revendicative dans le même temps qu'il valorise un engagement de basse intensité : on fait un don ponctuel et limité plutôt que de s'engager durablement et intensément dans une lutte.

3. Le retour de la question sociale

Après cette atonie militante des années 1980, la reprise de la contestation du début des années 1990 a constitué une « divine surprise » pour bien des militants accablés par la démobilisation de leurs organisations et par une série ininterrompue de reculs sociaux. La

phase de reconstitution de l'espace des mouvements sociaux qui s'ouvre alors s'opère au travers d'un retour au premier plan des questions économiques et sociales, qui témoignent de la précarisation croissante de la société française. Ainsi, les organisations les plus significatives de cette reprise de la conflictualité sociale ont pour point commun de défendre des causes relatives à ce que l'on commence alors à désigner sous le terme d'« exclusion », telles que Agir ensemble contre le chômage (AC !), Droit au logement (DAL) ou Droits devant !!, ou encore la lutte contre le sida ou le mouvement des sans-papiers.

Il importe cependant de ne pas se laisser prendre au piège de ce que la sociologue américaine Verta Taylor appelle une « conception immaculée » des mouvements sociaux, qui tend à les appréhender comme des poussées spontanées de mécontentement. Les mouvements qui viennent d'être cités sont ceux qui ont le plus retenu l'attention des médias et qui ont le plus été valorisés par ceux-ci, au détriment parfois d'autres plus anciens et aux effectifs plus importants mais que leurs modes d'action moins spectaculaires ou leur relative indifférence à leur écho médiatique ont maintenu dans un relatif anonymat. Il est en effet patent que certaines organisations ont au cours des années 1990 développé un savoir-faire spécifique en matière d'actions à même de retenir l'attention des journalistes et d'agir davantage par la force des images télévisées que par celle du nombre. L'association de lutte contre le sida Act Up en est le meilleur exemple, qui s'est fait connaître par des actions comme le préservatif géant sur l'obélisque de la place de la Concorde ou les jets de faux sang contre des responsables politiques ou de firmes pharmaceutiques. Les occupations de logements vides, ou les « réquisitions » de nourriture dans des magasins de luxe auxquelles se livrent respectivement DAL et AC ! en prenant soin de convoquer la presse au préalable, relèvent d'une même intégration des logiques médiatiques à l'action militante. Mais s'en tenir à cet écho médiatique, conduit à méconnaître à la fois que les causes portées par ces organisations le sont souvent depuis longtemps par d'autres plus discrètes, et que leurs animateurs sont loin d'être des nouveaux venus du militantisme.

DAL et AC ! en fournissent chacune l'illustration. DAL est née en 1990 d'une scission du Comité des mal logés (CML), fondé pour sa part en 1987, à la suite du campement de la place de la Réunion à Paris, au cours duquel, pendant quatre mois, plusieurs familles expulsées de leur immeuble ont campé pour exiger que leur soit proposé un nouveau logement décent. Si DAL s'est surtout fait connaître par la médiatisation de son occupation, à partir de 1994, d'un immeuble de la rue du Dragon dans un secteur « chic » de Paris, il ne s'agit donc pas d'une organisation totalement nouvelle, pas plus que ne l'est sa forme d'action privilégiée qu'est la réquisition de logement inoccupés, dont Cécile Péchu a montré qu'elle remonte au début du XX^e siècle. Surtout, ses animateurs ne sont en aucun cas des novices, mais ils ont le plus souvent derrière eux une longue carrière d'activisme qui les a fait transiter par divers syndicats, associations et partis ou courants de

la gauche ou de l'extrême gauche, et au cours de laquelle ils ont acquis d'importants savoirs et savoir-faire contestataires. Pour ce qui est d'AC !, elle tient son impulsion d'un groupe de syndicalistes qui souhaitaient initialement coordonner l'action des divers groupes engagés dans la lutte contre le chômage. C'est l'important écho médiatique qu'ont rencontré les marches contre le chômage qu'elle a organisées en 1994 qui a fait converger vers elle de nouveaux effectifs militants, dont, en grande partie, des personnes elles-mêmes directement touchées par le chômage.

La reprise de la contestation au début des années 1990 doit beaucoup, on le voit, à l'action de groupes préexistants et animés par des agents antérieurement formés au militantisme. Une continuité, en d'autres termes, unit la vague contestataire nouvelle aux dynamiques protestataires qui l'ont précédée, et spécialement à celles des années 1970 au cours desquelles les animateurs des mouvements des années 1990 ont fait leurs premières armes. De fait, une des rares organisations emblématiques de la reprise de la contestation sociale du début des années 1990 à réellement correspondre au modèle d'une organisation et d'une cause nouvelles animée par de nouveaux militants est l'association homosexuelle de lutte contre le sida Act Up, qui a été fondée en 1989 par trois journalistes de la presse musicale et homosexuelle. Comme cela est fréquemment le cas lorsque entrent dans un univers social des individus qui ne sont pas porteurs des propriétés habituellement attendues et qui n'en maîtrisent pas les règles du jeu, l'apparition d'Act Up a bouleversé l'espace des mouvements sociaux et l'association s'est dans une certaine mesure posée en modèle pour d'autres groupes investis sur des terrains de lutte différents, notamment en les conduisant à repenser les formes publiques de leurs actions en s'inspirant des siennes.

La récurrence des épisodes protestataires d'importante ampleur témoigne de la reprise de combativité dont font alors preuve les mouvements sociaux. D'anciens mouvements entrés en relatif sommeil pendant les années 1980 reprennent de la vigueur, notamment pour défendre contre de nouvelles menaces les acquis de luttes antérieures — à l'exemple de la manifestation parisienne pour la défense du droit à la contraception et à l'avortement de novembre 1995. Le mouvement des sans-papiers en est un autre exemple, qui se signale par la sympathie inattendue qu'il recueille dans un contexte de scores élevés du FN, mais également par le soutien dont il bénéficie de la part d'organisations pourtant pas directement actives sur le terrain de l'immigration. Le succès de la pétition contre la « loi Debré » de 1996, ou encore la grande manifestation contre le FN de Strasbourg en 1997 témoignent eux aussi de la prégnance, fruit de leur exacerbation politique depuis la fin des années 1970, des questions d'immigration et de racisme dans le débat public de l'époque. S'y ajoutent, pour certains déjà abordés, l'occupation de l'immeuble de la rue du Dragon par DAL, le mouvement d'occupations de locaux de l'ANPE ou des ASSEDIC par les chômeurs à la fin 1997, les marches européennes contre le chômage de Cologne et Amsterdam, ou encore l'« eurogrève » des salariés de Renault à Vilvorde.

Mais c'est le mouvement contre le « Plan Juppé » de novembre et de décembre 1995 qui s'impose comme la mobilisation la plus décisive pour la nouvelle vigueur de l'espace des mouvements sociaux. Ce mouvement contre un plan de réforme de la Sécurité sociale était « fait » de l'entrée en lutte de groupes aux enjeux distincts (cheminots, étudiants, salariés opposés à l'instauration de nouveaux prélèvements), et s'est délité une fois que ceux qui occupaient une position centrale dans la mobilisation (en l'occurrence les cheminots, dont la grève paralysait le pays) ont repris le travail après la satisfaction de leurs revendications propres. Mais ce mouvement n'en a pas moins été perçu globalement, malgré qu'il n'ait pu empêcher la mise en œuvre de la réforme de la Sécurité sociale, comme une victoire de par sa simple concrétisation. En démontrant qu'une mobilisation d'ampleur était apte à faire reculer le gouvernement par elle-même, c'est-à-dire sans le relais des partis de gauche, le mouvement a contribué à largement renforcer le sentiment de constituer un univers de militantisme distinct et qui, quoique situé à distance du monde des partis, n'en est pas moins capable de significativement peser sur le cours de la vie politique.

L'autonomisation de l'espace des mouvements sociaux peut également être envisagée comme la conséquence indirecte d'une autre autonomisation, ou plus exactement d'une clôture, pour sa part entamée dès le début des années 1980 mais dont les effets se font sentir en s'accroissant pendant la décennie suivante. Il s'agit de la fermeture de l'univers partisan de gauche, et principalement du PS, dont la conversion au libéralisme économique, engagée lors du « tournant de la rigueur » de 1983 et confirmée après la première cohabitation par les gouvernements Rocard, Cresson, Bérégovoy puis Jospin, a nourri la défiance de nombre de militants. Une facette importante de cette évolution tient à la composition des effectifs du PS et à son rapport aux mondes associatif et syndical. Alors que, on l'a vu, le parti mitterrandien s'était construit par l'intégration à son appareil de militants de mouvements sociaux, les années qui ont suivi ont vu la fermeture des positions partisans dominantes aux militants de base, au profit de professionnels mieux dotés en capitaux scolaires, acquis au sein d'écoles de pouvoir comme Sciences-po et l'ENA. Ainsi que le remarquent R. Lefebvre et F. Sawicki, le PS est progressivement devenu un parti dominé par les professionnels de la politique et dont les adhérents « paraissent aujourd'hui de moins en moins ancrés dans des réseaux militants extra-partisans ».

La constitution du mouvement altermondialiste peut être considérée comme une des expressions, en même temps qu'un prolongement, de la nouvelle vigueur de l'espace des mouvements sociaux, puisqu'il regroupe la plupart des organisations emblématiques de la reprise de la contestation des années 1990. Le collège des « personnes morales » fondatrices d'Attac est à ce titre éloquent, puisqu'on y trouve bon nombre d'organisations phares de la contestation des années 1990 : AC !, APEIS, MNCP pour la lutte contre le chômage, CADAC pour le féminisme, Droits devant !! pour la précarité, DAL pour le

logement, ainsi que, dans le champ syndical, FSU et Union syndicale G10-Solidaires (qui regroupe les différents syndicats SUD). Est également significative l'attention vigilante portée aux relations que la mouvance altermondialiste entretient avec l'univers partisan, qui témoigne d'une volonté explicite de clôture de l'espace : Attac, par exemple, interdit à ses membres de se prévaloir de leur appartenance à l'association s'ils s'engagent dans la compétition électorale. Cette autonomie reste cependant fragile et partielle, d'une part parce que bon nombre de ses militants sont également membres de partis de gauche, mais aussi parce que la tentation s'est fait jour chez certains leaders altermondialistes de tenter de transférer la légitimité de la critique du néo-libéralisme au sein du jeu électoral — et cela sans doute d'autant plus que, à l'exception notable du mouvement contre le CPE, les dernières mobilisations d'ampleur (contre la réforme Fillon en 2003, des cheminots pour le maintien de leur régime spécial en 2007...) ont connu des résultats décevants, et que la pertinence des options contestataires apparaît fragilisée. Deux épisodes récents illustrent les reconfigurations en cours des rapports entre espace des mouvements sociaux (ou tout au moins ses composantes engagées dans la critique du néo-libéralisme) et champ politique : la campagne pour un « non de gauche » au traité constitutionnel européen (TCE) et le projet de candidature unitaire antilibérale à l'élection présidentielle de 2007. Je vais les évoquer brièvement pour finir.

La campagne pour un non de gauche au TCE s'est en grande partie appuyée sur le tissu organisationnel et les ressources intellectuelles de l'espace des mouvements sociaux : des instances de réflexion (la Fondation Copernic et Attac, spécialement) ont développé un argumentaire sur les différents points du traité, tandis que ce sont des réseaux militants déjà constitués qui ont relayé la campagne sur l'ensemble du territoire. Celle-ci s'est organisée à partir d'un texte, l'« appel des 200 », qui s'inscrit explicitement dans la filiation des mobilisations des années précédentes : ce qui est lancé est un appel à « un non de gauche, en rupture avec le système libéral, qui puisse traduire dans les urnes ce que les mobilisations sociales et altermondialistes de ces dernières années ont exprimé avec le soutien de la majorité de la population, des salariés, de la jeunesse ». La campagne a vu s'estomper l'emprise des barrières entre mouvements sociaux et partis, puisque des militants de partis de gauche (PCF, LCR, Alternatifs, ainsi que certains courants du PS et des Verts) ont rejoint les comités locaux pour le non dont l'animation est souvent incombée à des militants associatifs (notamment d'Attac) ou syndicaux. Cette campagne était de fait une entreprise hybride, puisqu'elle a mobilisé les ressources de l'espace des mouvements sociaux dans une visée, la victoire à un référendum, qui ne relève pas du domaine de la contestation collective mais de la politique institutionnelle — une intrusion que la forme référendum a facilitée en dépouillant l'issue du vote de tout enjeu de poste de pouvoir ou de carrière électorale.

L'ambition manifestée après la victoire du non le 29 mai 2005 par certains animateurs de la campagne de poursuivre plus avant cette incursion à l'intérieur du champ politique les a incités à militer en faveur d'une candidature « antilibérale » à l'élection présidentielle, dont le programme, une fois encore, s'appuierait sur les réflexions et les propositions de la mouvance altermondialiste. Cette stratégie s'est cependant soldée par un échec — le score décevant du candidat José Bové — du fait qu'elle méconnaissait largement la différence entre ce qui relève des mouvements sociaux et ce qui relève de la compétition politique. Les partis antilibéraux ont démontré qu'ils n'étaient pas disposés à se voir disputer le monopole de la compétition électorale par des nouveaux prétendants issus des mouvements sociaux, puisque la LCR et le PCF ont maintenu leurs propres candidats contre José Bové. De plus les soutiens à la candidature de Bové pensaient que les électeurs qui avaient voté non au référendum voteraient en grand nombre pour leur candidat, ce qui ne s'est pas réalisé. Ceci confirme, et je conclurai là-dessus, qu'en France les mouvements sociaux et la politique telle qu'elle se mène dans les partis représentent bien deux formes différentes de participation et d'engagement citoyen qui, si elles se rencontrent fréquemment et comptent nombre de points communs, relèvent cependant de logiques et d'univers sociaux distincts. La séparation entre espace des mouvements sociaux et champ politique reste à mes yeux une caractéristique structurelle de la société française.